

## **Préparation de la rentrée 2010**

**Comité Technique paritaire Départemental, Marseille, le 25 février 2010**

### **Déclaration liminaire de Force Ouvrière**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

La rentrée 2010 préparée par le ministère s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre de la RGPP (révision Générale des politiques publiques), conjuguée avec ce que l'on nous présente comme des réformes, toujours imposées au pas de charge et qui engagent la remise en cause de tous les statuts des personnels fonctionnaires d'Etat et la destruction des emplois publics.

Les calculs du ministère découlent d'une seule logique : un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ne doit pas être remplacé. Ce qui se traduit nationalement par la suppression de 14 500 postes d'enseignants et de 600 postes de personnels administratifs.

En remerciant les personnels de l'inspection académique du travail accompli pour préparer la carte scolaire, notre fédération dénonce les 19 suppressions de postes administratifs dans notre académie, suppressions qui vont encore aggraver leurs conditions de travail.

C'est l'an prochain la pleine application des décrets concernant la « masterisation ». Ainsi, dans notre département, ce sont 74,5 postes qui sont supprimés par la disparition des IUFM et des stagiaires (décharges de direction des écoles de 4 classes et stage R3 pour la formation continue).

Les 24 postes attribués au département au titre de la démographie ne compenseront pas cette perte et la rentrée 2010 se prépare donc avec 50,5 postes en moins pour 26 élèves de plus.

Bien évidemment, comme dans tous les départements, ces suppressions vont avoir des conséquences sur les fermetures et les ouvertures de classes et vont aggraver encore les conditions de travail dans les écoles.

Cela a eu pour conséquence immédiate l'augmentation des seuils par rapport à l'an dernier. Pour Force Ouvrière les seuils doivent être abaissés afin d'abaisser les effectifs dans les classes élémentaires et maternelles.

En effet, avec la dégradation de la situation au détriment des travailleurs salariés ou privés d'emploi, l'école publique accueille de plus en plus d'élèves en situation très difficile ; dans le même temps, avec la loi Montchamp de 2005, l'Ecole scolarise un nombre croissant d'élèves handicapés dans les classes ordinaires, souvent avec pour seule aide, des Auxiliaires de Vie Scolaire Individuelle, souvent à temps partiel, sans statut ni formation... Aujourd'hui, c'est pour tous les maîtres comme pour les élèves plus de difficultés au quotidien dans les classes sans diminution d'effectifs. Et ne cesse de croître le nombre d'élèves pour qui une prise en charge se fait attendre... ou ne vient jamais, faute de moyens en personnels spécialisés de RASED tandis que les conditions de remplacement aggravent encore les conditions de travail des maîtres et d'étude des élèves.

Par ailleurs Force Ouvrière s'oppose aux globalisations dont l'objectif est de fermer des classes au détriment une fois de plus des conditions de travail dans les écoles.

De plus, comme chaque année, on constate dans certaines écoles des écarts considérables entre les chiffres annoncés par l'administration et les constats faits par les directeurs sur le terrain.

Pour Force ouvrière les conditions de la rentrée 2010 pour l'école publique laïque sont inacceptables, pour les élèves comme pour les maîtres, tant au plan de la réduction des moyens d'enseignement que de la remise en cause de la formation des maîtres. Ce qui a amené notre organisation a déposé un préavis de grève pour aujourd'hui, dans des conditions difficiles avec les nouveaux délais imposés par les textes liberticides qui remettent en cause le droit de grève, le CTPD se tenant la semaine de la rentrée des congés.

Force Ouvrière participe donc à cette instance pour défendre les conditions de travail de tous les enseignants et pour défendre les dossiers qui lui sont confiés, et non dans l'esprit d'effectuer des choix qui relèvent de la gestion de l'administration.